

politique des minéraux s'est poursuivie, de même que l'examen de propositions visant à valoriser les ressources canadiennes avant de les exporter.

Les problèmes posés par le commerce des denrées ont été au centre des événements internationaux, conformément à la conception d'un «nouvel ordre économique international» à laquelle se sont ralliés les pays en voie de développement. Le Canada a continué de jouer un rôle actif dans tous les principaux forums internationaux que cette question préoccupait (ensemble des organisations des Nations Unies, OCDE, FMI, etc.). Un nouvel organisme important, la *Conférence sur la coopération économique internationale*, fondé en décembre 1975 et ayant un Canadien pour coprésident, examinera en 1976 des questions de politique des ressources au sein de sa Commission sur les matières premières. Il reste beaucoup à faire en matière de politique internationale des ressources mais un nouvel esprit de coopération, essentiel au progrès, s'est manifesté en 1975, notamment à la septième session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies (voir p. 42). Tandis que les groupes de producteurs ont continué de jouer un rôle important dans la politique des ressources de certains pays et qu'une association d'exportateurs de minerai de fer, à laquelle le Canada n'a pas jugé bon de se joindre, a été constituée au début de l'année, plusieurs propositions sérieuses ont été faites en vue de réunir des représentants de pays producteurs et de pays consommateurs, afin d'étudier des problèmes inhérents aux denrées de base.

Discussions bilatérales

Les relations économiques bilatérales du Canada se sont caractérisées, en 1975, par une interaction continue — touchant à de nombreux domaines — avec celles des États-Unis, et par le franchissement de plusieurs étapes positives dans l'évolution des relations avec d'autres partenaires commerciaux. Le commerce, la politique des ressources, l'énergie et l'investissement, toutes questions d'importance dans les efforts déployés pour réduire la vulnérabilité du Canada vis-à-vis de l'influence prépondérante des États-Unis, ont particulièrement tenu la vedette dans nos relations avec notre voisin du sud au cours de l'année écoulée.

M. Trudeau a rencontré de nouveau, au printemps, des chefs de la Communauté

européenne en vue de jeter les bases d'un «lien contractuel» qui resserrerait les relations économiques du Canada avec l'Europe de l'Ouest. Un plan de négociation conforme à cette idée a été ébauché avant la fin de l'année, et l'on prévoyait que des pourparlers officiels s'engageraient au début de 1976.

Plusieurs autres entreprises sont à mentionner. Pour faire suite à la décision des premiers ministres du Japon et du Canada de renforcer et d'élargir les relations entre leurs pays, il a été convenu, lors de la septième réunion ministérielle entre le Canada et le Japon, que les deux pays devaient chercher, dans l'intérêt commun, à accroître leur coopération économique. Un programme commun de travail, lancé en novembre, a défini les objectifs initiaux. Une nouvelle mission permanente a été ouverte en 1975 au Moyen-Orient (une autre avait été créée l'année précédente), ce qui révèle l'importance de tout premier ordre que le Gouvernement du Canada accorde à cette partie du monde, du point de vue économique en particulier. C'est ainsi que le Comité économique mixte canado-iranien s'est réuni, pour la première fois, en juillet, pour délimiter des domaines de priorité dans les programmes iraniens de développement, en vue d'une coopération; que des négociations tendant à la conclusion d'accords de coopération économique et à la création de comités économiques mixtes ont été engagées avec l'Arabie saoudite et l'Iraq, un protocole d'accord devant être signé entre le Canada et l'Arabie saoudite lors de la visite de M. MacEachen dans ce pays en janvier 1976; que des pourparlers sont en cours avec les autorités irakiennes et qu'on prévoit de conclure, en 1976, des accords sur un traité commercial et un accord de coopération économique et technique.

Enfin, il faut signaler la création d'un Comité mixte canado-cubain sur les relations économiques, qui s'est réuni à Ottawa en septembre 1975 et est parvenu à circonscrire les secteurs industriels dans lesquels le Canada pourrait participer aux travaux entrepris dans le cadre du nouveau plan quinquennal cubain.

Énergie

En ce qui concerne l'énergie, les difficultés d'approvisionnement et l'adaptation à la hausse des prix ont été source de préoccupations en 1975, sur le plan tant national qu'international. Tandis que le Canada est resté, situation unique